

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°604 – 30 octobre 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Resolute revoit à la hausse sa prévision annuelle de production d'or au Sénégal et à la baisse celle du Mali

Dans son [rapport d'activités du 3^e trimestre 2025](#), le groupe australien Resolute Mining, exploitant les mines de Syama au Mali et Mako au Sénégal, a annoncé une révision des prévisions annuelles de production. Ainsi, la production annuelle du groupe pour 2025 est projetée dans une fourchette de 7,8 – 8,1 tonnes, contre 7,8 – 8,5 tonnes antérieurement. Selon le rapport, cette révision moins optimiste est imputable à des difficultés logistiques et à l'impact de la saison des pluies au Mali, tandis que la mine sénégalaise affiche une performance supérieure aux prévisions depuis le début de l'année. Ainsi, la prévision de production à Syama a été révisée à la baisse à 5 – 5,2 tonnes (contre 5,5 - 6 tonnes) et celle de Mako à la hausse à 2,8 -2,9 tonnes (contre 2,3 – 2,6 tonnes). A noter que la production cumulée des deux mines est estimée à 6 tonnes à fin septembre 2025, en baisse 15,2 % en glissement annuel. Par ailleurs, Resolute Mining développe au Sénégal un projet d'extension de la mine de Mako à travers les gisements de Tomboronkoto et Bantaco, avec plus de 17 tonnes d'or de ressources estimées au total, qui pourrait prolonger les activités minières au Sénégal de cinq à dix années supplémentaires. Le groupe entend également développer ses activités en Côte d'Ivoire, avec l'acquisition en mai dernier des projets ABC et Doropo.

Le chiffre à retenir

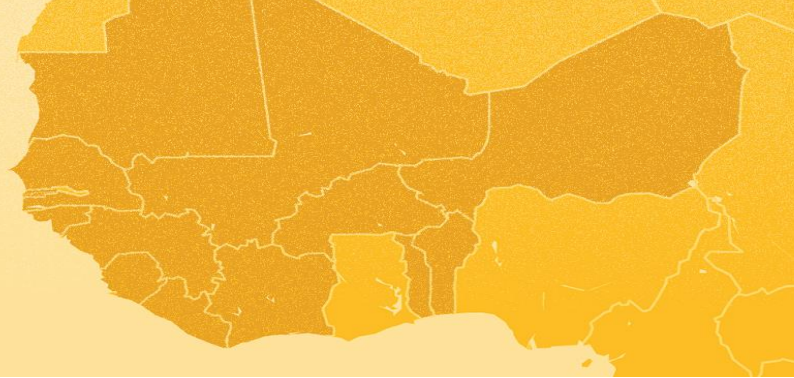
1,7 Md EUR

Chiffre d'affaires consolidé du portefeuille d'entreprises publiques de la Côte d'Ivoire

Bénin

La BAfD approuve un financement de 117 M EUR en faveur des collectivités territoriales

[La Banque africaine de développement](#) (BAfD) a approuvé un financement de 117 M EUR pour la mise en œuvre du Programme d'appui au développement économique des collectivités territoriales (PADECT). Ce programme a pour objectif de renforcer la capacité des 77 communes du Bénin à mettre en œuvre leurs plans annuels d'investissement et facilitera l'accès au financement des petites et moyennes entreprises par l'intermédiaire de l'Agence de développement des petites et moyennes entreprises et du Fonds d'investissement et de garantie des petites et moyennes entreprises. Le financement est composé d'un prêt de 110 M EUR de la BAfD et un prêt de 7 M EUR du guichet concessionnel de la banque, le Fonds africain de développement.



Burkina Faso

L'Etat porte le capital social de la SOSUCO à environ 18 M EUR

Le 16 octobre 2025, le Conseil des ministres [a adopté](#) des décrets réorganisant la Société sucrière de la Comoé (SOSUCO). Le capital social de la société passe de 8,1 Md FCFA (12,4 M EUR) à 11,6 Md FCFA (17,7 M EUR), dont 70 % détenus par l'Etat et 30 % par le secteur privé. Ce schéma fait de la SOSUCO une société d'économie mixte à participation publique majoritaire. [Le gouvernement entend relancer la production](#), réhabiliter les plantations, moderniser la raffinerie et mieux intégrer les producteurs locaux.

Orezone enregistre 69 M USD de revenus au 3e trimestre à la mine de Bomboré

La compagnie canadienne Orezone Gold [a enregistré](#) au troisième trimestre 2025 un chiffre d'affaires de 68,7 M USD, généré par la mine d'or de Bomboré (Centre-Est du Burkina Faso), à travers la vente d'environ 577 kg d'or. Ce résultat, proche de celui de la même période en 2024 (68,5 M USD), reflète toutefois un volume de ventes inférieur, compensé par la hausse du cours de l'or, passé de 79 500 à plus de 135 000 USD/kg en un an. Au total, environ 663 kg d'or ont été extraits au 3^{ème} trimestre. La société précise que la production a été retardée par des conditions météorologiques défavorables, mais prévoit un retour à la normale au 4^e trimestre, après la saison des pluies. Cette période coïncidera avec la mise en service d'une nouvelle usine de traitement, destinée à accroître la capacité de production du site. La société demeure en bonne voie pour atteindre ses objectifs de production de 2025, soit 3,3 – 3,7 tonnes, dans un contexte de hausse des prix de l'or. La montée en puissance devrait se poursuivre en 2026, avec une production estimée entre 5,3 et 5,7 tonnes par

an, avant l'étape "Hard Rock 2", qui porterait la capacité annuelle à 7–7,8 tonnes.

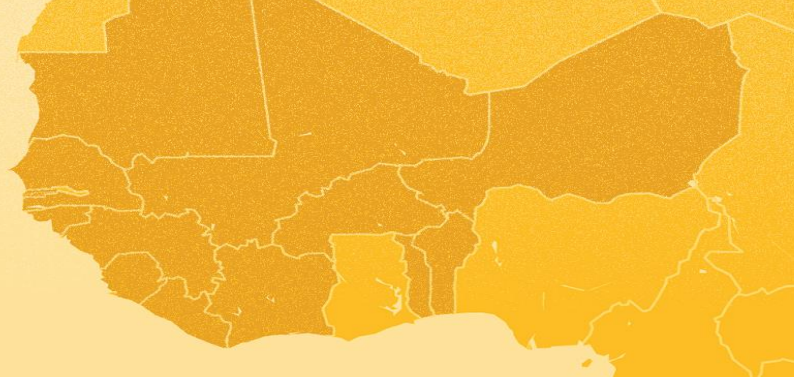
Cap-Vert

La modernisation de la centrale solaire de Palmarejo financée via un accord de conversion de dette

Le 28 octobre 2025, le Ministre de l'Énergie du Cap-Vert [a présidé](#) la signature du contrat de modernisation de la centrale photovoltaïque de Palmarejo. Le projet vise à renforcer la capacité de la centrale solaire de Palmarejo, en passant de 4,4 MWc à 10 MWc, via le remplacement des panneaux solaires existants. La centrale rénovée devrait produire environ 21 GWh par an, permettant d'économiser 5 125 tonnes de combustible par an et d'éviter l'émission d'environ 18 750 tonnes de CO². Il s'agit de la première initiative financée par le Fonds pour le climat et l'environnement dans le cadre de l'accord de conversion de dette en investissement signé entre le Cap-Vert et le Portugal en juin 2023. Le coût total du projet est estimé à 750 M CVE (6,8 M EUR). Cette opération s'inscrit dans les ambitions nationales, le gouvernement ayant annoncé viser un accès universel à l'électricité d'ici 2026, ainsi qu'un objectif de 50 % de production électrique issue de sources renouvelables d'ici 2030.

Signature d'un contrat entre l'ANAS et Toyota pour l'approvisionnement en eau de l'île de Santiago

Le 27 octobre 2025, l'Agence nationale de l'eau et de l'assainissement (ANAS) [a signé](#) avec Toyota Tsusho Corporation un contrat relatif au projet de développement du système d'approvisionnement en eau de l'île de Santiago. Ce dernier comprend la construction de deux usines de dessalement d'eau de mer, à Praia et à Calheta (São Miguel), et l'interconnexion des nouveaux réseaux



d'approvisionnement avec les réseaux de distribution existants. Financé par l'Agence japonaise de coopération internationale et le gouvernement capverdien à hauteur de 100 M USD, le projet sera exécuté sur une durée de 34 mois.

Côte d'Ivoire

Résultats des entreprises publiques au 1^{er} semestre 2025

Le 1er octobre 2025, le Conseil des ministres [a adopté](#) une communication sur la situation des entreprises publiques au 1^{er} semestre 2025, faisant état d'une poursuite de la tendance favorable enregistrée ces dernières années. Le chiffre d'affaires consolidé du portefeuille public s'élève à 1 095,7 Md FCFA (1,7 Md EUR), soit 109 % de l'objectif semestriel. Le résultat net cumulé ressort excédentaire à 106,8 Md FCFA (162,8 M EUR), correspondant à 137 % du niveau prévu. Il est principalement porté par le Port Autonome d'Abidjan, la PETROCI, la BNI, la LONACI et la GESTOCI. Malgré ces résultats globalement satisfaisants, une dizaine de sociétés demeurent déficitaires, pour un montant cumulé de 8,5 Md FCFA (13 M EUR).

Hausse de 14 % des ressources aurifères du projet Afema

Le 30 octobre 2025, la société australienne d'exploration minière Turaco Gold a [annoncé](#) une hausse de 14,4 % des ressources aurifères de son projet Afema (situé dans le Sud-Est de la Côte d'Ivoire), désormais estimées à 115,1 tonnes d'or contre 100,6 tonnes estimées en mai dernier. Dans le détail, cette augmentation reflète la première estimation des ressources pour les gisements de Begnopan et Toilesson ainsi qu'une actualisation de celles du gisement d'Asupiri. A noter que cette mise à jour ne prend pas en compte les récents forages effectués sur les gisements de Woulo Woulo,

Junction et Anuiri qui feront l'objet d'une nouvelle estimation au 2^e trimestre 2026.

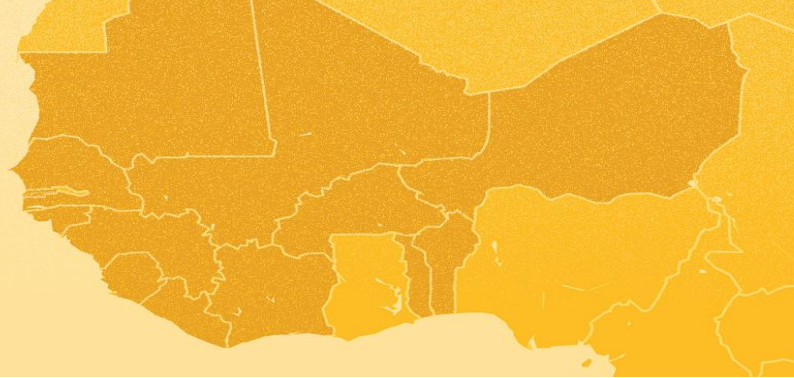
Le secteur énergie a affiché de bonnes performances en 2024

Le 1er octobre 2025, le Conseil des ministres [a adopté](#) une communication relative aux flux physiques et financiers du secteur énergie pour l'année 2024. La production nationale de pétrole brut est estimée à 16,1 M de barils en 2024, soit une hausse de 50 % par rapport à 2023. Cette progression s'explique principalement par la mise en production du champ Baleine fin août 2023. La production de gaz naturel atteint 2,4 Md de m³, en léger recul de 3 %, en raison de la baisse de la demande du secteur électricité, liée à l'indisponibilité temporaire de la centrale thermique d'Azito IV. La valorisation de la part de l'Etat en pétrole brut et gaz naturel s'élève à 216,7 Md FCFA (330,4 M EUR), marquant une baisse de 14 % par rapport à 2023. En revanche, les droits émis sur les produits pétroliers progressent fortement, atteignant 627,7 Md FCFA (957 M EUR), soit une hausse de 71,6 % sur un an. Dans le secteur de l'électricité, la production nationale brute (hors importations) s'établit à 14 000 GWh, en hausse de 4,3 %. La production thermique domine avec 75,1 %, suivie de l'hydroélectrique (24,5 %) et du solaire (0,37 %). Le secteur électrique enregistre un excédent d'exploitation de 8,7 Md FCFA (13,3 M EUR) à fin décembre 2024, contre un déficit de 97,8 Md FCFA (149,1 M EUR) en 2023.

Guinée-Bissau

Signature de l'accord de cession des parts de l'Etat dans la BAO au groupe Holdfin

Le 23 octobre 2025, le gouvernement bissau-guinéen [a finalisé](#) la cession de ses actions dans la Banque de l'Afrique de l'Ouest (BAO) au groupe mauritanien Holdfin. Selon le secrétaire d'Etat au Trésor, cette opération



marque une étape importante dans la restructuration financière de la BAO, qui dispose du plus vaste réseau d'agences et de distributeurs automatiques de billets dans le pays. Il a rappelé que la législation bancaire de l'UEMOA interdit aux établissements de crédit de présenter des fonds propres négatifs, rendant indispensable l'entrée d'un partenaire capable d'injecter de nouveaux capitaux. Holdfin prévoit ainsi une recapitalisation permettant à la BAO de renforcer ses fonds propres et de relancer ses activités. L'État était entré au capital de la banque en 2019 pour soutenir sa conformité réglementaire, et ce pour une période de 5 ans. L'intérêt manifesté par Holdfin depuis 2022 a permis de conclure cette opération dans le calendrier prévu.

Libéria

Signature d'un accord pour une centrale thermique de 40 MW

Le 10 octobre 2025, la Compagnie d'électricité du Libéria (*Liberia Electricity Corporation - LEC*) [a signé](#) un accord d'achat d'électricité (PPA) avec la Société Générale des Travaux Publics L'Éclair (SGTPL) qui construira une centrale thermique de 40 MW à Monrovia. La centrale sera entièrement financée, développée et exploitée par SGTPL, en tant que producteur indépendant d'électricité. La centrale sera implantée sur le site existant de la centrale thermique de LEC à Point Four sur l'île de Bushrod Island, près de Monrovia, et devrait être opérationnelle d'ici 7 mois. Les travaux préparatoires, incluant la mobilisation technique et la planification logistique, ont déjà débuté. Cette initiative vise à pallier les insuffisances de la production hydroélectrique du barrage de Mount Coffee pendant la saison sèche et à stabiliser le réseau électrique national. Parallèlement, la LEC prévoirait la signature d'un second accord avec Release Utilities Africa Holding B.V. pour un projet

solaire de 23,75 MW, assorti d'une batterie de stockage de 10 MWh.

Mali

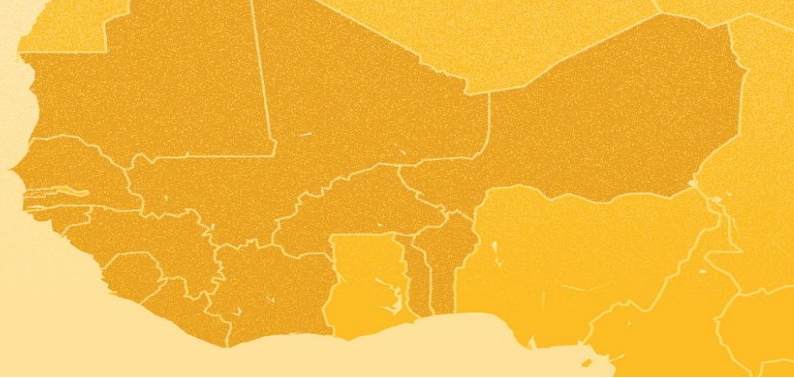
Croissance de 4,4% au 2^e trimestre 2025

[Selon](#) l'Institut national de la statistique, le PIB réel a progressé de 4,4 % au 2^{ème} trimestre 2025 par rapport à la même période en 2024, soutenu par l'ensemble des secteurs. La valeur ajoutée du secteur primaire a augmenté de 6,4 % en glissement annuel (g.a), grâce à une pluviométrie abondante avec moins d'inondation par rapport à la campagne précédente. Le secteur secondaire a faiblement progressé (+1,7 % en g.a), amoindrie par le repli de la branche "Extraction de minerais métalliques" (-2,8 %), du fait de la baisse de la production industrielle d'or, alors que les branches "Construction" (+28 %), "production d'électricité" (+5,6 %) et "Industrie textile" (+4,5 %) ont enregistré de bonnes performances. Le secteur tertiaire a enregistré une hausse de 5,3 % en g.a, porté principalement par les branches "Information et télécommunication" (+7,9 %), "Administration publique, santé et éducation" (+5,5 %), "Activités immobilières" (+7,4 %) et "Hébergement et restauration" (+5,8 %).

Niger

Nouvelle levée de Global Atomic pour son projet d'uranium Dasa

Le 23 octobre 2025, la compagnie canadienne Global Atomic [a annoncé](#) avoir levé 37 M CAD (26,5 M USD) sur la bourse de Toronto, afin de poursuivre le développement de sa mine d'uranium Dasa, au nord-ouest du Niger. L'opération était initialement prévue pour 20 M CAD (14,3 M USD). Ce nouvel apport de capitaux intervient alors que la société poursuivrait, selon le communiqué, ses



négociations avec une banque de développement américaine en vue d'obtenir un prêt pour le financement partiel des coûts du projet, la société étant en recherche de financements (bancaire ou en Joint-Venture) depuis plusieurs trimestres. Global Atomic détient 80 % du projet Dasa, contre 20 % pour l'État nigérien. La mise en service de l'usine de traitement est prévue pour le second semestre 2026.

Sénégal

Le Premier ministre annonce une baisse du prix de l'énergie

Le 27 octobre 2025, le Premier ministre du Sénégal a [annoncé](#) une réduction prochaine des tarifs de l'électricité, du carburant et du gaz, dans le cadre du Pacte national de stabilité sociale. Cette mesure vise à soutenir le pouvoir d'achat des ménages dans un contexte économique et social difficile. Toutefois, cette annonce a suscité des inquiétudes parmi les investisseurs alors que le pays, déjà fortement endetté, négocie un nouveau programme avec le FMI. Selon certains analystes, [les marchés ont réagi](#) par un abaissement du prix des Eurobonds du Sénégal, interprétée comme une baisse de la confiance des investisseurs.

NGE remporte deux nouveaux marchés à Dakar

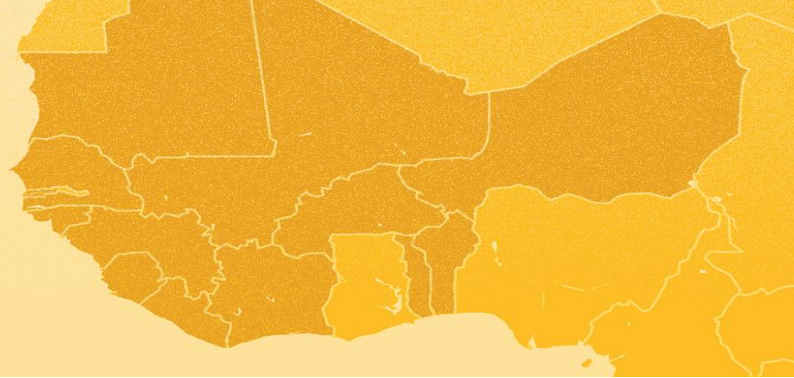
Le groupe français NGE, via sa filiale Sade, a remporté récemment deux nouveaux contrats à Dakar. Le [premier marché](#) concerne la réalisation du lot 7 (la dernière étape) du projet de dépollution de la Baie de Hann, lancé par l'ONAS (Office National de l'Assainissement du Sénégal). Après avoir construit l'intercepteur principal en 2023 (lot 1), Sade assurera désormais le raccordement final du réseau de collecte au port de Dakar. Les travaux, financés par l'Agence Française de Développement et la China Development Bank, s'étendront sur 20

mois et mobiliseront jusqu'à 80 collaborateurs. Le [second contrat](#) concerne un projet de préservation de l'île de Gorée, site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO. Financé par la Banque Mondiale et piloté par l'agence WACA pour le ministère sénégalais de l'Environnement, ce chantier vise à contrer l'érosion causée par la montée des eaux et les courants marins à travers la construction d'une digue de 1,3 km.

Sierra Leone

2,3 M USD accordés par la BAfD pour faciliter l'accès aux intrants

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAfD) a [approuvé](#) un financement de 2,3 M USD en faveur du projet FOSTER destiné à faciliter l'accès des petits exploitants agricoles à des engrais de qualité, via des crédits et garanties, et à renforcer la chaîne de valeur des engrais. Mis en œuvre par Welthungerhilfe, une ONG allemande, le financement comprend une garantie partielle de crédit de 1,5 M USD du Mécanisme africain de financement des engrais (AFFM), une subvention de 700 000 USD pour la santé des sols et 50 000 USD d'appui en nature à l'ONG. L'opération devrait mobiliser près de 9 M USD d'investissements privés, permettant la distribution de 9 500 tonnes d'engrais à plus de 126 000 agriculteurs (dont 40 % de femmes, 10 % de jeunes). Le dispositif s'appuie sur des banques locales (Apex Bank, Rokel Commercial Bank, Ecobank Sierra Leone, Safe Capital Microfinance) et la National Fertilizer Regulatory Agency, avec 100 parcelles de démonstration et 120 journées de formation. L'objectif est de porter l'utilisation d'intrants de 2,8 à 35 kg/ha et à accroître les rendements entre autres de riz, d'oignons, de tomates et de soja de 30 %.



Inflation en baisse à 5,4 % en g.a en septembre 2025

Selon [Statistics Sierra Leone](#), l'inflation dans le pays en septembre 2025 s'est établie à 5,4 % en glissement annuel (g.a), après 5,9 % en août 2025. Plusieurs postes ont en effet enregistré une décélération, en particulier les catégories "Boissons alcoolisées, tabac et narcotiques" (-2,6 % en g.a en septembre ; -10,4 p.p), "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+4,6% en g.a; -3,2 p.p), "Santé" (+3,2 % en g.a; -1,2 p.p) et "Transport" (+1,2 % en g.a. ; -1 p.p). Par région, l'inflation était plus importante dans le Nord (+9,7 % en g.a) et la moins importante dans l'Est (+0,9 % en g.a).

Togo

Lancement officiel de la "TogoTech", alliance des startups du numérique

La "[TogoTech](#)", plateforme née d'une initiative collective réunissant une quinzaine de startups technologiques togolaises, [a officiellement vu](#) le jour le 24 octobre dernier à Lomé, en présence

de la Ministre de l'Efficacité du service public et de la Transformation numérique. Ce nouvel écosystème privé est l'aboutissement d'un long processus de structuration soutenu par le [projet ProDigiT](#) de la coopération allemande - GIZ, partenaire central du projet, et le Groupe Vivendi Africa. Il regroupe des entreprises actives dans la logistique (telles que GOZEM), la santé, l'éducation et la cybersécurité, ainsi que des fintechs, dont les revenus cumulés atteindraient près de 2 Md FCFA (3 M EUR) et plus d'une centaine d'emplois directs. TogoTech a vocation à servir de pont entre les startups, les institutions publiques et les investisseurs, pour transformer l'économie numérique togolaise en un moteur de croissance et d'innovation. Les entrepreneurs de la tech togolaise entendent ainsi promouvoir Lomé comme un hub pour connecter les entreprises qui développent des solutions digitales et ambitionnent de passer à l'expansion rapide dans la sous-région et tout le continent africain.

Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Octobre 2025 (1/2)

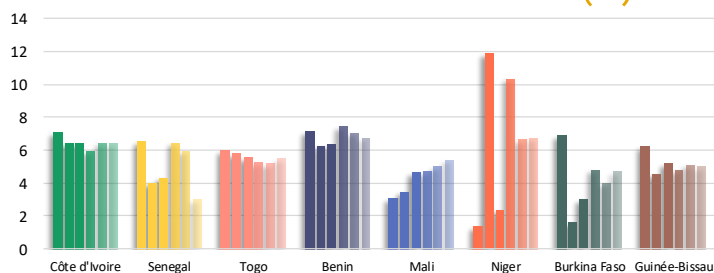
	Croissance du PIB réel (%)			PIB par habitant (\$)			Inflation (%)			Revenus (dons inc., % du PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	7,5 %	7,0 %	6,7 %	1 482	1 635	1 788	1,2 %	2,1 %	2,0 %	15,0 %	15,6 %	15,8 %
Burkina Faso	4,8 %	4,0 %	4,8 %	982	1 115	1 246	4,2 %	1,3 %	2,4 %	22,0 %	21,2 %	21,4 %
Côte d'Ivoire	6,0 %	6,4 %	6,4 %	2 723	3 016	3 294	3,4 %	1,0 %	1,5 %	16,4 %	17,4 %	17,9 %
Guinée-Bissau	4,8 %	5,1 %	5,0 %	1 105	1 225	1 342	3,7 %	2,0 %	2,0 %	13,1 %	16,1 %	15,7 %
Mali	4,7 %	5,0 %	5,4 %	930	1 014	1 094	3,2 %	3,5 %	2,0 %	22,1 %	21,8 %	21,8 %
Niger	10,3 %	6,6 %	6,7 %	707	789	864	9,1 %	4,2 %	3,2 %	9,2 %	11,1 %	11,2 %
Sénégal	6,4 %	6,0 %	3,0 %	1 759	1 921	2 030	0,8 %	2,0 %	2,0 %	20,1 %	21,8 %	21,9 %
Togo	5,3 %	5,2 %	5,5 %	1 024	1 120	1 215	2,9 %	2,4 %	4,5 %	19,0 %	18,8 %	18,5 %
Cap Vert	7,2 %	5,2 %	4,8 %	5 329	5 671	6 069	1,0 %	1,5 %	2,0 %	25,0 %	26,5 %	25,1 %
Gambie	5,3 %	6,0 %	5,1 %	865	890	925	11,6 %	7,5 %	4,9 %	21,8 %	26,2 %	25,1 %
Guinée	6,1 %	7,2 %	10,5 %	1 572	1 741	1 909	4,7 %	3,1 %	3,0 %	15,6 %	17,2 %	16,9 %
Liberia	4,0 %	4,6 %	5,4 %	851	904	956	8,2 %	9,8 %	7,7 %	22,3 %	20,2 %	20,1 %
Mauritanie	6,3 %	4,0 %	4,3 %	2 430	2 582	2 717	2,5 %	2,5 %	3,6 %	22,2 %	24,9 %	24,5 %
Sierra Leone	4,4 %	4,4 %	4,9 %	902	980	1 033	28,4 %	9,4 %	10,5 %	11,1 %	10,5 %	12,0 %
Afrique Subsaharienne	4,1 %	4,1 %	4,4 %	1600	1690	1 790	20,3 %	13,1 %	10,9 %	18,1 %	18,4 %	18,2 %

	Investissement public (% PIB)			Balance des comptes courants (% PIB)			Solde public (% PIB)			Dettes publiques (% PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Benin	35,1 %	33,8 %	34,5 %	-6,6 %	-5,5 %	-5,0 %	-3,1 %	-2,9 %	-2,9 %	53,4 %	50,7 %	49,6 %
Burkina Faso	21,9 %	17,5 %	18,8 %	-5,7 %	-1,6 %	-1,3 %	-5,8 %	-4,0 %	-3,5 %	57,2 %	53,2 %	51,7 %
Côte d'Ivoire	26,8 %	28,1 %	30,2 %	-4,2 %	-2,1 %	-1,7 %	-4,0 %	-3,0 %	-3,0 %	59,3 %	55,6 %	54,1 %
Guinée-Bissau	17,5 %	18,5 %	19,1 %	-8,2 %	-6,0 %	-5,3 %	-7,3 %	-3,3 %	-3,4 %	82,2 %	76,2 %	74,0 %
Mali	17,5 %	17,8 %	17,3 %	-4,6 %	-4,6 %	-2,6 %	-2,6 %	-3,4 %	-3,2 %	51,7 %	48,9 %	48,0 %
Niger	20,1 %	22,3 %	22,6 %	-6,0 %	-3,3 %	-5,2 %	-4,3 %	-3,0 %	-3,0 %	47,2 %	42,2 %	41,4 %
Sénégal	37,9 %	31,0 %	27,3 %	-12,5 %	-8,0 %	-5,4 %	-13,4 %	-7,9 %	-5,0 %	128,4 %	122,9 %	124,3 %
Togo	26,8 %	25,6 %	24,2 %	-3,2 %	-1,8 %	-0,6 %	-7,4 %	-7,6 %	-3,0 %	72,1 %	71,9 %	70,6 %
Cap Vert	22,2 %	22,1 %	21,8 %	3,8 %	-0,9 %	-2,3 %	-1,1 %	-1,6 %	-0,9 %	111,2 %	106,0 %	101,0 %
Gambie	25,3 %	24,2 %	26,2 %	-6,7 %	-4,9 %	-4,6 %	-4,1 %	-1,0 %	-0,5 %	80,0 %	74,4 %	70,0 %
Guinée	15,3 %	15,1 %	15,1 %	-14,0 %	-9,7 %	-2,3 %	-5,0 %	-3,2 %	-3,0 %	48,8 %	42,2 %	38,1 %
Liberia	n.d.	n.d.	n.d.	-10,9 %	-13,1 %	-11,8 %	-2,0 %	-1,7 %	-2,4 %	57,2 %	55,7 %	54,2 %
Mauritanie	43,1 %	33,6 %	34,1 %	-9,4 %	-7,2 %	-7,1 %	-1,4 %	-0,5 %	-1,0 %	42,8 %	41,2 %	40,6 %
Sierra Leone	18,3 %	17,4 %	17,8 %	-3,8 %	-3,4 %	-2,0 %	-4,5 %	-4,5 %	-2,1 %	41,7 %	41,2 %	38,6 %
Afrique Subsaharienne	20,5 %	21,0 %	21,7 %	-1,5 %	-1,7 %	-1,8 %	-3,8 %	-3,8 %	-3,6 %	59,1 %	58,5 %	57,3 %

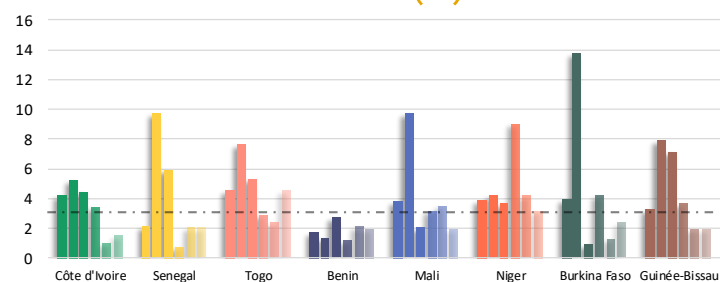


Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Octobre 2025 (2/2)

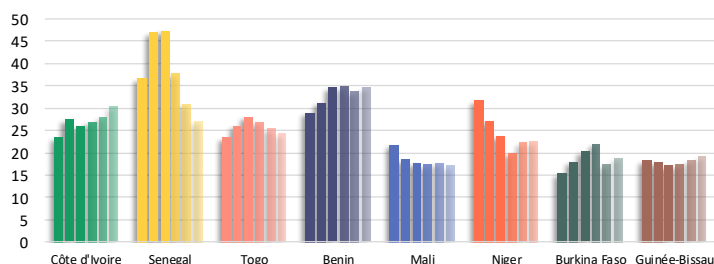
Croissance du PIB réel (%)



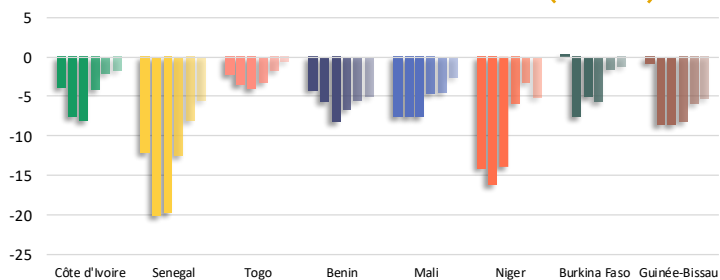
Inflation (%)



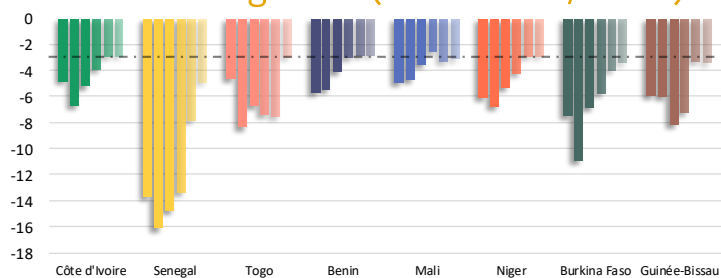
Investissements publics (% PIB)



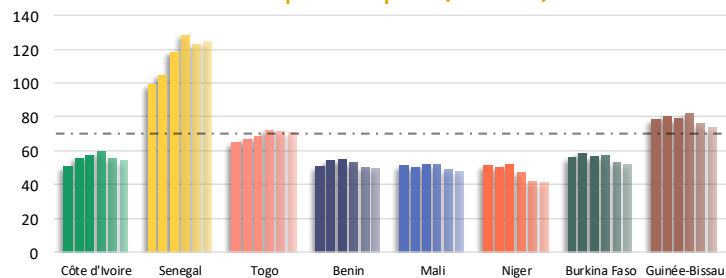
Solde de la balance courante (% PIB)



Solde budgétaire (dons inclus, % PIB)



Dettes publiques (% PIB)



■ 2021 ■ 2022 ■ 2023 ■ 2024 ■ 2025 ■ 2026 - - - - - Seuil régional (quand existant)

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtrésor.gouv.fr & suivez notre page [Linkedln](https://www.linkedin.com/company/dgtrésor)